

\$2 : le juge supra national

A. dans le cadre de l'UE

1. une jurisprudence protectrice.

Respect des droits fondamentaux s'impose aux institutions communautaires et états membres s'ils agissent dans le champ d'application du droit communautaire = ce que considère la CJCE pour assurer la primauté du droit communautaire.

CJCE 89 WACHAUF.

Pour la cour la garantie des libertés => le renforcement de l'intégration communautaire. de manière prétorienne la CJCE crée un droit communautaire des libertés fondamentales.

2. protection limitée.

compétence limitée en matière de sécurité intérieure. Mais certains textes instaurent dans certains domaines la coopération judiciaire et policière en matière pénale => mesure prises ne peuvent être déclenchées que par un état ou la commission.

B. dans le cadre du conseil de l'Europe

Au départ la convention européenne prévoyait une protection mi-juridique, mi-politique. Depuis 1998 la protection est uniquement juridictionnelle.

1. condition de protection.

Garantir un véritable droit au recours. A la cour autant de juges que d'états signataires. Ils sont élus pour 6 ans, ce sont de hauts magistrats ou juristes qui ont montré un attachement particulier à la défense des libertés fondamentales. Ils cessent leurs fonctions à l'âge de 70 ans. Avec Le protocole n°11 les états sont tenus de reconnaître le droit au recours individuel et la compétence de la CEDH. En droit interne la CEDH n'est pas un 3^{ème} degré de juridiction.

2. procédure de protection.

-la cour doit être saisie dans un délai de 6 mois après épuisement des recours internes. Le protocole n°14 tente de limiter les recours en imposant un minimum de gravité dans l'atteinte aux libertés fondamentales.

-la procédure est longue et complexe.

***requête individuelle** doit emporter l'unanimité des 3 juges auxquels elle est soumise pour être déclarée irrecevable. Le protocole n°14 prévoit un seul juge.

***Grande chambre de 17 juges**, qui peut être saisie dans les 3 mois, regarde si pose une question grave d'interprétation de la convention. svt OUI. La chambre recherche un règlement à l'amiable, sinon la CEDH rend un arrêt définitif. Qui est obligatoire pour l'état, c'est à dire que dédommagement, mais n'est pas exécutoire, c'est à dire que les arrêts rendus par la juridiction nationale ne sont pas remis en cause.

=> **loi du 15 juin 2000** prévoit la possibilité de réexaminer une affaire pénale si les dommages et intérêts prononcés par la CEDH ne réparent pas de manières suffisantes. C'est à dire que le droit français s'adapte au droit de la CEDH pour éviter qu'une même affaire ne se reproduise.

C. Perspective d'un fédéralisme jurisprudentiel.

1. influence de la jurisprudence.

D'une part influence car suite à un arrêt de la CEDH le legis national modifie le droit, pas de contrainte juridique mais plutôt politique.

CEDH 99 ZIELINSKI contre PRADAL

Procédure stoppée en appel. CEDH dit qu'en matière civil il peut y avoir rétroactivité de la loi si et seulement si « impérieux motif d'intérêt général ».

Conseil constitutionnel 99 LOI de FINANCEMENT SECU.

Cf **art 16 DDHC**, une loi de financement rétroactive n'est conforme à la constitution si et seulement si défend un intérêt général suffisant.

2. importance du droit de l'UE.

Le conseil constitutionnel tire la place du droit communautaire dans l'ordre interne de **art 88 constitution**. Cf conseil constitutionnel 2007

Traité de Lisbonne.

Le conseil d'état et le Conseil constitutionnel ont eu à se prononcer sur une directive.

Le conseil constitutionnel analyse la constitutionnalité de la transposition. Comme est une exigence

constitutionnelle découlant de **art 88-1**

constitution et qu'en principe il ne lui appartient pas de vérifier la constitution d'une loi recopiant une directive.

Mais 2 exceptions :

Le conseil constitutionnel peut vérif. la constitutionnalité d'une loi de transposition si et seulement si :

-il y a violation d'une règle ou d'un principe inhérent à l'identité constitutionnelle de la France. Vérif. de la conformité uniquement par rapport à la règle violée.

-la loi contient des dispositions incompatibles avec la directive qu'elle a pour objet de transposer = contrôle juridique. , si mauvaise transposition = violation de **art 88-1 constitution**, sur l'obligation de transposer.

Le conseil d'état fixe sa jurisprudence dans : conseil d'état 8 février 2007 ARCELOR Atlantique et Lorraine.

Sur décret transposant mot à mot d'une directive ; le CE reprend jurisprudence du conseil constitutionnel mais sans la citer pour montrer qu'est une juridiction souveraine. conseil d'état regarde si les principes constitutionnels invoqués ont équivalent en droit communautaire originaire c'est à dire traité dégagés par la CJCE.

Si NON : c'est à dire que le principe est spécifique à la constitution française.

Si OUI c'est à dire que le principe constitutionnel français a son équivalent en droit communautaire. => si on dit que le décret transposé est contraire à la constitution = directive contraire au droit communautaire originaire.

*si la directive paraît valide => le décret de transposition est valide.

*si il y a doute (comme en l'espèce) juge national saisi la CJCE d'une question préjudicielle.

==> conseil d'état constate que équivalent existe en droit communautaire du principe d'égalité.

=> le fait de traiter différentes entreprises toutes aussi polluantes = contraire au principe d'égalité => on attend réponse de la CJCE. Si la CJCE est OK avec la Fce il y aura nouvelle directive. En revanche si n'est pas OK avec la France, la France devra réviser la constitution pour adopter la directive ou la renégocier.